



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 44099-3
portant modification de l'arrêté préfectoral n°44099 du 28 décembre 2018
autorisant la société Laboratoires GOEMAR
à exploiter un établissement de production d'amendements et de phyto-vaccins
sur les communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-46 et R. 122-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 44 099 du 28 décembre 2018 autorisant la société Laboratoires Goëmar, à exploiter ZAC Atalante, sur les communes de Saint-Malo et de Saint-Jouan-des-Guérets un établissement destiné à la production d'amendements et de phyto-vaccins ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU les rapports mensuels de surveillance des rejets aqueux établis pour les années 2024 et 2025 qui identifient des dépassements récurrents sur le pH, la DCO et la teneur en zinc des rejets aqueux du site ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 mars 2026 ;

VU le projet d'arrêté porté le 17 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT que la surveillance des rejets aqueux relève des dépassements récurrents des valeurs limites d'émissions sur plusieurs paramètres depuis juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que les actions correctives engagées par l'exploitant au niveau de la station de traitement interne des rejets aqueux n'ont pas permis de restaurer la conformité des rejets ;

CONSIDÉRANT que la réalisation d'une étude technico-économique du fonctionnement de la station de traitement des effluents du site assortie d'un plan d'actions correctives apparaît nécessaire pour s'assurer de la capacité de la station de traitement interne à traiter les rejets aqueux du site en respect des valeurs limites d'émissions applicables ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments il convient de compléter l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2018 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations de l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Objet de l'arrêté

L'arrêté préfectoral n° 44 099 du 28 décembre 2018 autorisant la société Laboratoires Goëmar, (SIRET : 897 180 329 00046), à exploiter ZAC Atalante, sur les communes de Saint-Malo et de Saint-Jouan-des-Guérets, un établissement destiné à la production d'amendements et de phyto-vaccins est modifié et complété avec les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Étude technico-économique et plan d'actions correctives

Les dispositions suivantes sont ajoutées après l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n° 44099 du 28 décembre 2018 :

« 4.3.12 Étude technico-économique et plan d'actions corrective

Sous un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude technico-économique du fonctionnement de la station interne de traitement des effluents aqueux répondant aux objectifs suivants :

- statuer sur la capacité de la station de traitement interne à traiter les effluents aqueux générés sur le site pour permettre un rejet conforme aux valeurs limites d'émissions en concentration et flux fixées à l'article 4.3.8.1 du présent arrêté,
- identifier les actions d'amélioration ou de modification de la station de traitement recommandées pour rétablir la conformité des rejets aqueux.

L'exploitant transmet, dans les mêmes délais à l'inspection des installations classées, le rapport établi à l'issue de cette étude, accompagné d'un plan d'actions correctives avec calendrier de mise en œuvre. »

TITRE 2 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

- 1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Saint-Malo et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets et à la société Laboratoires GOEMAR.

Fait à Rennes, le **- 8 JUIN 2026**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY